

MILK-NEWS



Chers amies et amis producteurs de lait, chers intéressés,

Suite aux élections européennes qui viennent d'avoir lieu, un changement d'approche s'annonce tant au niveau du Parlement européen qu'au niveau des représentants de l'EMB. Le présent bulletin contient un article présentant les résultats des élections.

Un sujet qui méritera davantage notre attention est le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis, mieux connu sous l'appellation d'accord de libre-échange TTIP. Jusqu'à présent, les négociations se sont tenues à huis clos, et en dépit du fait que cinq cycles de négociation ont déjà eu lieu, personne, pas même les parlementaires, n'est au courant du contenu de l'accord abstraction faite de quelques documents ayant fait l'objet d'une fuite.

L'utilisation d'hormones dans la production de viande et de lait, le recours à des médicaments vétérinaires interdits au sein de l'UE, l'absence quasi-totale de normes de bien-être des animaux sont des pratiques courantes aux Etats-Unis. Et qu'en est-il de la non-existence aux Etats-Unis du principe de précaution, mesure visant à protéger le consommateur au sein de l'UE ? Les politiciens européens tentent de nous faire croire qu'ils veillent à ce que nos aliments soient exempts d'hormones, sûrs et respectueux des normes européennes. Aujourd'hui déjà, des produits laitiers fabriqués à l'aide d'hormones stimulant la sécrétion de lait en provenance des Etats-Unis, entrent sur le territoire de l'UE. Il en résultera un abaissement de nos normes ou une forte distorsion de concurrence.

La suppression de la protection aux frontières entraînera des perturbations dans nos régions rurales étant donné un processus de concentration accru sur le marché laitier suite à la pression exercée sur les prix et la disparition des exploitations familiales qui s'en suivra.

Les agriculteurs ne sont pas des surhommes. Ils ne peuvent défier les lois de la pesanteur. Ils ne peuvent produire à un coût plus élevé et rester sur le marché. C'est la loi du plus fort qui règne sur le marché. Et aux yeux des politiciens, des détaillants et des entreprises commerciales, être compétitif signifie tout simplement être moins cher.

Un accord commercial UE-EU signifie pour nous la perte de notre droit de décider démocratiquement de la façon dont nos aliments sont produits, par qui et où, c'est-à-dire la domination des entreprises sur la démocratie alimentaire. Or, nous, citoyens, agriculteurs et membres de l'EMB ne pouvons accepter cet état de fait. Nous disons NON au TTIP.

Sieta van Keimpema (Vice-présidente de l'EMB)

Avis de tempête au lendemain des élections européennes

Loin d'avoir oublié les crises économiques et gagnés par le désenchantement ambiant lié au projet d'une Europe unie, les électeurs des Etats-membres de l'UE ont, du 22 au 25 mai, désigné les candidats qui occuperont les 751 sièges du Parlement européen à Strasbourg. Le faible taux de participation estimé, sur tout le territoire de l'Union, à 43% et la victoire électorale de plusieurs partis opposés en substance à la construction européenne ont, à nouveau, clairement mis en lumière le fait que l'UE ne dispose actuellement d'aucune solution tangible aux réalités difficiles vécues par de nombreux citoyens et que l'idée européenne ne parle pas au cœur des hommes et des femmes du continent.

Les urnes n'ont finalement livré aucune surprise de taille et le résultat du scrutin s'est avéré correspondre aux projections des médias. En dépit d'un recul notable, le Parti populaire européen (PPE) a décroché 213 sièges, à savoir 28% des voix, qui lui permettent d'émerger de ce scrutin comme la première force politique de l'hémicycle. Derrière lui au classement suivent les socialistes européens (S&D) qui devancent, avec 190 sièges, les libéraux (ADLE) et leurs 64 sièges ainsi que les verts (Verts/ALE) et leurs 52 mandats.

La nouveauté réside dans le fait que jamais auparavant, un nombre si grand de partis eurosceptiques, voire radicalement opposés à l'Union n'avait franchi le seuil du l'hémicycle. Sachant que ces partis, du Front national français au Syriza grec en passant par l'AFD allemande et le UKIP britannique, défendent, au-delà de leur rejet de l'UE, des programmes extrêmement différents dans le menu détail, cette évolution contrariera les travaux du nouveau Parlement européen dans son ensemble et freinera les efforts politiques de l'EMB. En incluant le groupe existant des eurosceptiques « Europe Libertés Démocratie », le nombre de sièges occupés par des eurodéputés qui poursuivent un autre chemin de l'intégration européenne pourrait s'élever à 143 sur 751. Les modalités de collaboration entre l'EMB et ces élus doivent être décidées au cas par cas. Parmi ces élus, il existe probablement certains députés et partis qui soient ouverts à une régulation plus rigoureuse du marché du lait en Europe.

Cette année, les élections européennes se sont accompagnées d'un certain suspens pour un de nos administrateurs de la première heure, le Belge Erwin Schöpges, qui briguait, en qualité de candidat neutre pour les écolos belges, un mandat européen pour sa région d'origine. Bien qu'Erwin ait dû finalement s'incliner devant son adversaire conservateur, ce résultat est vu par l'EMB certainement avec regret mais aussi avec un large sourire car notre fédération conserve ainsi un militant expérimenté et très engagé dans la défense, au cœur de la politique européenne, de la cause des producteurs de lait en Europe.

Nous nous réjouissons, par conséquent, d'autant plus de l'entrée au Parlement européen d'une autre personnalité issue des rangs de l'EMB. Maria Heubuch, présidente fédérale de l'AbL, membre allemand de l'EMB et productrice de lait en activité prendra ses quartiers dans l'hémicycle de Strasbourg sur la liste des verts allemands. Les membres de l'EMB lui adressent naturellement leurs plus sincères félicitations.

Malgré le recul des partis traditionnels, de nombreux eurodéputés œuvrant au sein de la commission agricole et avec lesquels l'EMB a, par le passé, collaboré en toute confiance, ont été réélus. Parmi ces élus, les plus connus sont le Français José Bové et l'Allemand Martin Haüsling, tous deux élus des Verts ainsi que le conservateur français Michel Dantin, qui fut le premier à proposer le concept de renonciation volontaire aux livraisons. Ces réélections laissent augurer, à l'avenir, une poursuite du bon travail politique avec le Parlement européen. Une analyse détaillée des députés élus et des opportunités de collaboration fructueuse sera réalisée par l'EMB en juillet prochain, lorsque la composition de la nouvelle commission agricole sera connue.

Par ailleurs, après la victoire des conservateurs, le suspens reste entier quant à la possible (quoiqu'annoncée précédemment) élection à la présidence de la Commission européenne du candidat du PPE, Jean-Claude Juncker. L'ancien Premier Ministre luxembourgeois dispose déjà,

pour ce faire, de l'appui de la majorité des eurodéputés. Au-delà des préférences individuelles pour certains candidats, il est, en tout cas, souhaitable qu'il en soit ainsi pour la culture démocratique en Union européenne.

Christian Schnier (EMB)

« Les agriculteurs sont les perdants de la fin du régime des quotas »

L'interview suivante de Martin Haab, président de BIG-M, la fédération suisse membre de l'EMB, a été publiée, le 6 mai, sur internet, sur la page www.schweizerbauer.ch. Cinq ans après la fin des quotas laitiers en Suisse, Martin Haab dresse un bilan négatif de la situation et prévoit une évolution aussi défavorable pour l'UE lorsqu'il sera mis fin aux quotas l'année prochaine. L'étude de l'EMB mentionnée dans l'article, sera présentée officiellement sous peu.

Cinq ans après la fin des quotas laitiers, la situation s'est calmée. On n'entend beaucoup moins BIG-M que par le passé...

Martin Haab : Au cours des douze derniers mois, la situation était calme sur le marché du lait. La raison n'en était pas la nouvelle direction de la fédération suisse des producteurs laitiers et le fait que tout allait bien, mais bien le fait que le prix du lait était à la hausse et que les producteurs se sentaient en sécurité. Dans ces conditions, il est difficile de mobiliser les gens et de les inciter à entreprendre des actions. Il s'agit toutefois d'une sécurité illusoire lorsqu'on voit comment l'industrie de transformation du lait suisse réagit au mouvement international, en particulier dans le domaine de la poudre de lait. En outre, l'UE est à la veille de la fin du régime des quotas. C'est pourquoi BIG-M a beaucoup travaillé, dernièrement, en réseau avec les organisations partenaires européennes. Il est fort probable que l'Europe connaisse la même misère.

Le European Milk Board (EMB) a mandaté une étude visant à analyser la fin des quotas en Suisse. Quelle est la principale conclusion que vous avez pu en tirer ?

Cette étude établit officiellement les développements enregistrés au cours de ces dix dernières années. BIG-M est assez satisfait de pouvoir constater que nous avons toujours correctement évalué la situation. Nous n'avons pas cherché la polémique, mais avons dit les choses telles qu'elles étaient. Les représentants des agriculteurs et les politiciens qui, à l'époque, ont peut-être naïvement approuvé la suppression des quotas, sont partis d'autres conditions-cadres, à savoir que la Fédération défendrait activement des conditions-cadres permettant de contrôler les quantités sur une base de droit privé. On pensait à ce moment-là à une gestion quantitative qui ne fut toutefois pas respectée. Les agriculteurs sont les perdants de la fin du régime des quotas. Les promesses faites lorsque la décision de mettre fin aux quotas fut prise, n'ont absolument pas été tenues. La même chose se produira au sein de l'UE lors de la suppression des quotas.

BIG-M est membre fondateur de l'EMB. Comment les producteurs laitiers européens voient-ils la situation en Suisse ?

Les collègues européens ont compris qu'en Suisse, il a été mis fin aux quotas laitiers à un moment où la situation de marché était particulière. Au cours de la phase initiale, en 2007, la situation était généralement favorable sur le marché du lait. Ce n'est que plus tard que la situation s'est dégradée sur les marchés internationaux. Au sein de l'UE, le prix du lait s'élève, à l'heure actuelle, à 41 cents/kg. Selon certains signes, le prix du lait est à la baisse. A cela viennent s'ajouter la crise en Russie, un bon niveau de production en Océanie et une augmentation de la quantité de lait en Europe après la fin des quotas. Il en résultera un effondrement du prix du lait encore plus important qu'en Suisse à l'époque. Si cette tendance se poursuit au cours des prochains mois, le prix du lait

sera, selon moi, inférieur à 30 cents/kg dans un an.

L'étude montre que les producteurs sont divisés entre eux. Qu'est-ce qui explique une telle divergence de vues ?

Il est impossible pour les 23 000 producteurs laitiers environ qui restent, de parler d'une seule voix. Lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des mesures solidaires, se pose le problème des parasites qui ne font que profiter de la solidarité de leurs collègues. Il est dès lors compréhensible que de plus en plus d'agriculteurs renoncent à être solidaires pour penser à leur propre bien-être. Certains acteurs sur le marché en ont profité pour promettre la lune en termes de perspectives de marché pour les quantités de lait supplémentaires. Certains producteurs les ont crus et ont augmenté leur production. La plus grande partie de ces quantités n'a toutefois pas pu être écoulee sur le marché. Ces prophètes tentent maintenant de sauver leur tête, mais tout cela n'est pas normal.

La lutte pour une maîtrise de la production est-elle perdue ou bien des droits de livraison obligatoires pourraient-ils à nouveau être d'actualité à l'avenir ?

La lutte pour la maîtrise de la production n'est, en réalité, plus d'actualité. Une segmentation et la contractualisation existent certes. Cette contractualisation fait même partie intégrante de la législation. Si la segmentation et la contractualisation étaient efficacement mises en œuvre, nous maîtriserions la surproduction. Le problème fondamental réside dans le fait que la contractualisation n'est pas respectée en ce qui concerne les quantités, les délais et les prix.

Avez-vous vous-même un contrat valide ?

J'ai un contrat qui stipule que ZMP, l'acheteur, vient chercher le lait chez moi. Pour le reste, c'est le règlement relatif aux différentes composantes du prix du lait qui est d'application. Ce dernier ne comporte aucune indication quant à la quantité à livrer, la répartition en lait A, B ou C, le délai ou le prix. La plupart des producteurs laitiers n'ont pas – tout comme moi d'ailleurs – de contrat réglant la quantité et le prix à l'année, comme le prévoit normalement la loi.

Christian Schnier (EMB)

Les autorités bruxelloises veulent faire taire l'opposition au « Grand Marché Transatlantique » (TTIP)

L'Alliance D19-20 – au sein de laquelle les fédérations belges membres de l'EMB, MIG et FMB, sont actives – a publié le communiqué de presse suivant en date du 16 mai suite à une manifestation qui a eu lieu à Bruxelles à l'occasion du « European Business Summit ».

Ce jeudi matin (15 mai), plus de 1000 personnes étaient dans les rues de Bruxelles pour protester pacifiquement contre l'austérité et le projet de grand marché transatlantique discuté à l'European Business Summit, en l'absence de citoyens.

Alors qu'aucune provocation n'avait eu lieu, 281 personnes ont été violemment arrêtées, dont des parlementaires, des candidats belges et européens aux élections, des leaders syndicaux, des agriculteurs et de nombreux citoyens, notamment âgés. Le bourgmestre de Bruxelles, Yvan Mayeur, devra répondre pour cette action disproportionnée et violente.

Emilie Paumard de l'ONG CATDM explique "Nous sommes descendus dans les rues, parce que les leaders politiques ne nous écoutent pas. Ils ne semblent écouter que les responsables du Big Business qui co-organisaient le European Business Summit. Nous avons été traités brutalement, comme si nous étions de violents criminels alors que nos actions étaient tout à fait pacifiques. Cette Europe de la violence policière, de la collusion politique-business-police est tout le contraire de l'Europe pour laquelle militent l'Alliance D19-20, l'Alter Summit et nos alliés européens."

“La provocation policière et la brutalité de la répression sont inacceptables. Le moins que nous puissions attendre, c’est qu’une enquête éclaire les responsabilités, spécialement après que le cabinet d’Yvan Mayeur ait promis à notre délégation que les personnes arrêtées seraient vite relâchées. La faute en incombe soit au bourgmestre de Bruxelles Yvan Mayeur soit au Commissaire Vandersmissen. A dix jours des élections, les citoyens ont le droit de savoir qui fait la loi à Mayeur-City, et quels partis sont d’accord avec ces brutalités. Nous préparons une plainte et une interpellation politique.” dit Felipe Van Keirsbilck, Secrétaire général du syndicat CNE.

Luc Hollands, producteur belge de lait et membre de la MIG, association membre de l’EMB en Belgique, ajoute “La façon dont les manifestants pacifiques ont été traités est inacceptable, mais cela ne doit pas faire oublier la raison pour laquelle nous étions dans la rue. Les politiques d’austérité associées au traité transatlantique rendront les citoyens européens plus pauvres, plus précaires, nuiront à leur santé et nous mèneront droit dans le mur. Ce ne sont pas les attitudes politiques qui doivent changer, mais bien le système politique dans son ensemble. Malgré ce que la police nous a montré, les actions d’aujourd’hui ont souligné la diversité et l’unité de notre alliance et n’ont fait que renforcer notre volonté de reconstruire la démocratie par la base.”

Christian Schnier (EMB)

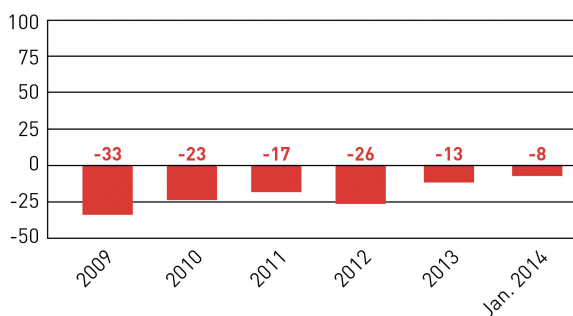
Chiffres actuels : le prix payé au producteur ne couvre toujours pas les coûts de production

Le MEG Milch Board a calculé, sur base des résultats de l’étude des coûts de l’EMB, l’indice laitier MMI (Milch Marker Index) qui donne l’évolution actuelle des coûts de production (année de référence 2010 = 100). Pour janvier 2014, le MMI s’élève à 109 points. Il est publié tous les trimestres en même temps qu’un ratio prix-coûts. Ce dernier indique le rapport entre le prix officiel payé au producteur et les coûts de production.

En Allemagne, le prix du lait s’élevait, en janvier 2014, à 41,46 cents/kg de lait, soit quelque 4 cents en dessous du coût de production de 45,16 cents/kg selon l’étude des coûts actuelle du Bureau d’agriculture et de sociologie agricole BAL (Büro für Agrarsoziologie & Landwirtschaft).

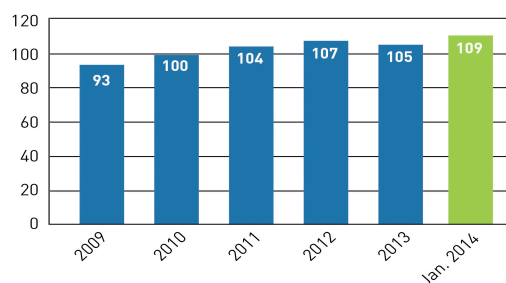
D’après le ratio prix-coûts calculé par le MEG Milch Board, la couverture des coûts en Allemagne s’élevait, en janvier 2014, à 92 %, ce qui correspond à un déficit de 8 %. La sous-couverture chronique des coûts en Europe entraînera la disparition non seulement d’exploitations individuelles, mais également de régions entières de production laitière.

Ratio prix-coûts



Quelle: Trendberechnung BAL auf Basis von Daten Destatis und INLB

Indice laitier (MMI)



■ Veränderung der Milcherzeugungskosten in Deutschland gegenüber dem Vorjahr, Basis 2010=100

■ Quartalswerte vorläufig

Quelle: Trendberechnung BAL auf Basis von Daten Destatis und INLB

Actions à l'occasion de la Journée mondiale du lait

La Journée mondiale du lait se tient chaque année le 1^{er} juin pour promouvoir la consommation du lait au niveau international. Cette journée a vu le jour à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de la Fédération Internationale du Lait (FIL), et est organisée au niveau mondial.

Des actions et conférences de presse sont organisées sur le thème du lait dans de nombreux pays membres de l'EMB. Cette journée s'adresse principalement au consommateur et a pour but d'assurer la promotion du lait comme denrée alimentaire. Eu égard à la cessation du régime des quotas en 2015, différents pays ont particulièrement mis l'accent cette année sur la fin des quotas, comme par exemple en Autriche. A l'occasion de la Journée mondiale du lait, IG-Milch prévoit une conférence de presse dans un vieux bus historique « Fairdinand » ainsi qu'une discussion sur l'avenir du marché du lait dans le cadre d'un tour de Vienne.

La France participe pour la première fois, cette année, à la Journée mondiale du lait. Les laiteries ouvriront leurs portes à cette occasion, elles souhaitent sensibiliser le grand public à la transformation de cette matière première qu'est le lait.

Regina Reiterer (EMB)

Programme de l'EMB

Voici certaines des dates les plus importantes pour le conseil d'administration en juin 2014:

- 03.06: Discussion avec la société civile sur le TTIP à la DG TRADE
- 03.06: Réunion du regroupement des producteurs à Bruxelles
- 18.06: Réunion avec la DG AGRI sur le calcul des coûts (étude de l'EMB sur les coûts totaux)
- 23.06: Réunion au ministère français à Paris

Contact:

EMB – European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124, 1000 Bruxelles, Belgique

Tel. : 0032 – 2808 1935

Fax : 0032 – 2808 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org